

Titre 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K55-3151

Compte rendu intégral : 16 mars 2023.

TITEL 4. — *INWERKINGTREDING*

Art. 16. Deze wet treedt in werking op 1 april 2023.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K55-3151

Integraal verslag: 16 maart 2023.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2023/40898]

2 MARS 2023. — *Loi modifiant la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités* (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités*

Art. 2. À l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, 1^{er} tiret, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, remplacé par la loi du 12 août 2000, les mots "visé aux articles 2, k), et 33, alinéa 1^{er}," sont remplacés par les mots "visé à l'article 2, k),".

Art. 3. À l'article 3, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2010, les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances ni organiser une couverture des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ni organiser une couverture des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée".

Art. 4. À l'article 7 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 janvier 2022, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans le § 2, alinéa 2, les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances ni organiser une couverture des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ni organiser une couverture des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée";

2° dans le § 3, alinéa 5, 1°, les mots "toute autre commission visée à l'article 23, alinéa 2" sont remplacés par les mots "tout comité visé à l'article 23, § 2".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2023/40898]

2 MAART 2023. — *Wet tot wijziging van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen* (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen*

Art. 2. In artikel 2, § 3, eerste lid, eerste streepje, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000, worden de woorden "bedoeld in de artikelen 2, k), en 33, eerste lid," vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 2, k),".

Art. 3. In artikel 3, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2010, worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, noch een dekking organiseren van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, noch een dekking organiseren van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet".

Art. 4. In artikel 7 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 januari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, tweede lid, worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekerings-ondernemingen noch een dekking organiseren van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, noch een dekking organiseren van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet";

2° in § 3, worden in het vijfde lid, 1°, de woorden "elke andere commissie bedoeld in artikel 23, tweede lid" vervangen door de woorden "elk comité bedoeld in artikel 23, § 2".

Art. 5. À l'article 9, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 26 avril 2010, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 9° est remplacé par ce qui suit:

"9° les jetons de présence éventuellement octroyés, lorsqu'elles assistent aux réunions de ces organes, aux personnes qui siègent à l'assemblée générale ou au conseil d'administration ou dans un comité visé à l'article 23, § 2, d'une mutualité ou d'une union nationale de mutualités, les frais liés à l'assistance à ces réunions qui peuvent être remboursés et le cas échéant, l'indemnité forfaitaire, visée à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, qui est octroyée par mois ou par an à un président ou à un vice-président visé à l'article 21, ainsi que les aspects que cette indemnité forfaitaire englobe. Ces informations sont reprises dans les annexes des statuts et en font partie intégrante.";

2° dans le § 1^{er septies} sont apportées les modifications suivantes:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "article 70, §§ 6, 7 et 8" sont remplacés par les mots "article 70, §§ 6 et 7";

2° à l'alinéa 2, 4°, les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, ainsi que pour couvrir, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, ainsi que pour couvrir, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée";

3° à l'alinéa 2, le 14° est remplacé par ce qui suit:

"14° les jetons de présence éventuellement octroyés, lorsqu'elles assistent aux réunions de ces organes, aux personnes qui siègent à l'assemblée générale ou au conseil d'administration ou dans un comité visé à l'article 23, § 2, les frais liés à l'assistance à ces réunions qui peuvent être remboursés et le cas échéant, l'indemnité forfaitaire, visée à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, qui est octroyée par mois ou par an à un président ou à un vice-président visé à l'article 21, ainsi que les aspects que cette indemnité forfaitaire englobe. Ces informations sont reprises dans les annexes des statuts et en font partie intégrante";

4° à l'alinéa 5, les mots "la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, à la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances" sont remplacés par les mots "la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances";

3° au § 1^{er octies}, les mots "70, §§ 6, 7 et 8" sont remplacés par les mots "70, §§ 6 et 7".

Art. 6. À l'article 10 de la même loi, remplacé par la loi du 12 août 2000, les mots "est présente et représentée" sont remplacés par les mots "sont présents ou sont représentés".

Art. 7. À l'article 12, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, sont apportées les modifications suivantes:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots ", à laquelle est jointe la liste des administrateurs" sont supprimés;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"Toutefois, la liste des administrateurs et les modifications à cette liste sont publiées aux annexes du *Moniteur belge* à l'initiative de la mutualité ou de l'union nationale."

Art. 8. L'article 13 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Pour l'application de l'article 7, § 3, alinéa 5, les comités visés à l'article 23, § 2, sont également considérés comme des organes d'une mutualité ou d'une union nationale".

Art. 9. À l'article 14 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2021, il est inséré un § 2^{ter}, rédigé comme suit:

"§ 2^{ter}. Les personnes qui siègent à l'assemblée générale d'une mutualité ou d'une union nationale de mutualités peuvent, lorsqu'elles assistent aux réunions de cette assemblée générale:

1° percevoir un jeton de présence;

2° obtenir le remboursement de frais qui sont liés à l'assistance à ces réunions.

Art. 5. In artikel 9 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 april 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, wordt de bepaling onder 9° vervangen als volgt:

"9° de zitpenningen die desgevallend, wanneer ze de vergaderingen van deze organen bijwonen, aan de personen die zetelen in de algemene vergadering of in de raad van bestuur of in een comité bedoeld in artikel 23, § 2, van een ziekenfonds of van een landsbond van ziekenfondsen, de kosten verbonden aan het bijwonen van de vergaderingen van deze organen die terugbetaald kunnen worden en desgevallend de forfaitaire vergoeding, bedoeld in artikel 22, § 1, tweede lid, die maandelijks of jaarlijks toegekend wordt aan een voorzitter of aan een ondervoorzitter bedoeld in artikel 21, alsook de aspecten die deze forfaitaire vergoeding omvat. Deze gegevens worden opgenomen in de bijlagen van de statuten en maken er integraal deel van uit";

2° in § 1^{septies} worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "artikel 70, §§ 6, 7 en 8" vervangen door de woorden "artikel 70, §§ 6 en 7";

2° in het tweede lid, 4°, worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen aan te bieden, alsook om, op bijkomende wijze, risico's te dekken die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen aan te bieden, alsook om, op bijkomende wijze, risico's te dekken die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet";

3° in het tweede lid, wordt de bepaling onder 14° vervangen als volgt:

"14° de zitpenningen die desgevallend, wanneer ze de vergaderingen van deze organen bijwonen, aan de personen die in de algemene vergadering of in de raad van bestuur of in een comité bedoeld in artikel 23, § 2, de kosten verbonden aan het bijwonen van de vergaderingen van deze organen die terugbetaald kunnen worden en desgevallend de forfaitaire vergoeding, bedoeld in artikel 22, § 1, tweede lid, die maandelijks of jaarlijks toegekend wordt aan een voorzitter of aan een ondervoorzitter bedoeld in artikel 21, alsook de aspecten die deze forfaitaire vergoeding omvat. Deze gegevens worden opgenomen in de bijlagen van de statuten en maken er integraal deel van uit";

4° in het vijfde lid, worden de woorden ", aan de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en aan de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekerings- en herverzekeringsbemiddeling en de distributie van verzekeringen" vervangen door de woorden "en aan de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen";

3° in § 1^{octies}, worden de woorden "70, §§ 6, 7 en 8" vervangen door de woorden "70, §§ 6 en 7".

Art. 6. In artikel 10 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000, worden de woorden "aanwezig en vertegenwoordigd is" vervangen door de woorden "aanwezig of vertegenwoordigd is".

Art. 7. In artikel 12, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden ", waaraan de lijst van bestuurders wordt toegevoegd," geschrapt;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De lijst van de bestuurders en de wijzigingen aan deze lijst worden echter bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* op initiatief van het ziekenfonds of van de landsbond."

Art. 8. Artikel 13 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende als volgt:

"Voor de toepassing van artikel 7, § 3, vijfde lid, worden de comités bedoeld in artikel 23, § 2, eveneens beschouwd als organen van een ziekenfonds of van een landsbond".

Art. 9. In artikel 14 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2021, wordt een § 2^{ter} ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2^{ter}. De personen die in de algemene vergadering van een ziekenfonds of van een landsbond zetelen kunnen, wanneer ze de vergaderingen van deze algemene vergadering bijwonen:

1° een zitpenning ontvangen;

2° de terugbetaling krijgen van kosten verbonden aan het bijwonen van deze vergaderingen;

Le montant des jetons de présence octroyés par réunion, le montant maximal de ces jetons de présence qui peut être octroyé sur une base annuelle et la nature des frais des mandataires concernés qui sont remboursés en application de l'alinéa 1^{er}:

1° doivent être compatibles avec l'objet des missions et l'absence de but lucratif des mutualités et des unions nationales, comme prévu à l'article 2, § 1^{er};

2° sont consignés dans le procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle cette décision a été prise;

3° sont repris dans les annexes des statuts.

Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres:

1° le montant maximal du jeton de présence qui peut être octroyé par réunion de l'assemblée générale;

2° le nombre maximal de ces réunions par an qui peuvent donner lieu au paiement d'un jeton de présence et au remboursement de frais."

Art. 10. À l'article 15, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 janvier 2022, sont apportées les modifications suivantes:

1° le § 1^{er}, 3bis°, est remplacé par ce qui suit:

"3bis° L'octroi de jetons de présence, du remboursement de frais liés à l'exécution du mandat et l'octroi d'un défraiement pour ces frais aux administrateurs et aux membres de l'assemblée générale;"

2° dans le § 2, le 4° est remplacé par ce qui suit:

"4° L'octroi de jetons de présence, du remboursement de frais liés à l'exécution du mandat et l'octroi d'un défraiement pour ces frais aux administrateurs et aux membres de l'assemblée générale;"

Art. 11. À l'article 17, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 2 août 2002, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans le 5°, les mots "l'article 43, § 4", sont remplacés par les mots "l'article 43, § 1^{er}";

2° le paragraphe est complété par un 6° et par un 7°, rédigés comme suit:

"6° les propositions de modification des statuts;"

"7° les décisions rendues, depuis l'assemblée générale précédente, par le Conseil de l'Office de contrôle concernant des modifications statutaires."

Art. 12. À l'article 18, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "sont présents" sont remplacés par les mots "sont présents ou sont représentés";

2° à l'alinéa 2, les mots "membres présents" sont remplacés par les mots "membres présents ou représentés".

Art. 13. À l'article 20, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2021, sont apportées les modifications suivantes:

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Le conseil d'administration d'une mutualité ne peut être composé pour plus d'un tiers de personnes rémunérées par la mutualité ou par l'union nationale auprès de laquelle la mutualité est affiliée.

Le conseil d'administration d'une union nationale ne peut être composé pour plus d'un tiers de personnes rémunérées par l'union nationale ou par une mutualité affiliée."

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Le conseil d'administration d'une mutualité et d'une union nationale désigne en son sein une ou plusieurs personne(s) en charge de la responsabilité globale de la gestion journalière de l'entité concernée au sens de l'article 23, § 4, alinéa 6, et ce, sans préjudice de l'application de l'article 25.

Il y a incompatibilité, d'une part, entre l'exercice dans une mutualité et dans une union nationale d'une fonction par laquelle la personne qui occupe la fonction est, soit chargée de la responsabilité globale de la gestion journalière au sens de l'article 23, § 4, alinéa 6, soit occupe une fonction dirigeante ou de direction et d'autre part, une fonction de responsabilité globale de la gestion journalière, une fonction dirigeante ou de direction dans une institution médico-sociale dont une partie ou la totalité des prestations fait l'objet d'une intervention de l'assurance

Het bedrag van de zitpenningen die per vergadering toegekend worden, het maximumbedrag van die zitpenningen dat op jaarbasis kan worden toegekend en de aard van de kosten van de betrokken mandatarissen die, in toepassing van het eerste lid, worden terugbetaald:

1° moeten verenigbaar zijn met het doel van de opdrachten en met het ontbreken van een winsttoegmerk van de ziekenfondsen en de landsbonden, zoals voorzien in artikel 2, § 1;

2° worden opgetekend in de notulen van de algemene vergadering waarin die beslissing werd genomen;

3° worden in de bijlagen van de statuten opgenomen.

De Koning kan het volgende vastleggen bij een in Ministerraad overlegd besluit:

1° het maximumbedrag van de zitpenning dat kan worden toegekend per vergadering van de algemene vergadering;

2° het maximumaantal van deze vergaderingen per jaar die aanleiding kunnen geven tot de betaling van een zitpenning en tot de terugbetaling van kosten."

Art. 10. In artikel 15, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 januari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1, 3bis°, wordt vervangen als volgt:

"3bis° de toekenning van zitpenningen, of van de terugbetaling van kosten verbonden aan de uitvoering van het mandaat en de toekenning van een forfaitaire onkostenvergoeding voor deze kosten aan de bestuurders en aan de leden van de algemene vergadering;"

2° in § 2, wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt:

"4° de toekenning van zitpenningen, of van de terugbetaling van kosten verbonden aan de uitvoering van het mandaat en de toekenning van een forfaitaire onkostenvergoeding voor deze kosten aan de bestuurders en aan de leden van de algemene vergadering;"

Art. 11. In artikel 17, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 5°, worden de woorden "artikel 43, § 4" vervangen door de woorden "artikel 43, § 1";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een 6° en een 7°, luidende als volgt:

"6° de voorstellen tot wijziging van de statuten;"

"7° de beslissingen die na de vorige algemene vergadering door de Raad van de Controledienst werden genomen aangaande statutenwijzigingen."

Art. 12. In artikel 18, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "aanwezig zijn" vervangen door de woorden "aanwezig of vertegenwoordigd zijn";

2° in het tweede lid, worden de woorden "aanwezige leden" vervangen door de woorden "aanwezige of vertegenwoordigde leden".

Art. 13. In artikel 20, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De raad van bestuur van een ziekenfonds mag niet voor meer dan één derde zijn samengesteld uit personen die door het ziekenfonds of door de landsbond waarbij het ziekenfonds is aangesloten worden bezoldigd.

De raad van bestuur van een landsbond mag niet voor meer dan één derde zijn samengesteld uit personen die door de landsbond of door een aangesloten ziekenfonds worden bezoldigd."

2° § 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. De raad van bestuur van een ziekenfonds en van een landsbond stelt uit zijn midden een persoon of meerdere personen aan die belast wordt (worden) met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur van de betrokken entiteit in de zin van artikel 23, § 4, zesde lid, en dit onverminderd de toepassing van artikel 25.

Er is onverenigbaarheid tussen enerzijds het uitoefenen van een functie in een ziekenfonds en in een landsbond waarbij de persoon die de functie bekleedt hetzij belast is met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur in de zin van artikel 23, § 4, zesde lid, hetzij een leidinggevende functie of een directiefunctie bekleedt, en anderzijds een functie waarin hij belast is met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur, een leidinggevende functie of een directiefunctie in een medisch-sociale instelling waarin een gedeelte of

obligatoire soins de santé et indemnités fédérale ou d'une intervention d'une entité fédérée en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes.

L'Office de contrôle définit les notions de "fonction dirigeante" et de "fonction de direction" visées à l'alinéa précédent. Ces définitions valent également pour l'application de l'article 25.";

3° le § 4 est remplacé par ce qui suit:

"§ 4. Les statuts d'une mutualité ne peuvent pas interdire à un membre du personnel de l'union nationale dont elle fait partie d'être candidat pour siéger au conseil d'administration de ladite mutualité et d'avoir droit de vote s'il est élu, sauf si cette candidature est en infraction à des dispositions légales ou réglementaires.

Les statuts d'une mutualité ne peuvent pas interdire à un membre du personnel d'une société mutualiste visée à l'article 43bis ou à l'article 70, §§ 6 ou 7, auprès de laquelle elle est affiliée ou dont elle constitue une section, d'être candidat pour siéger au conseil d'administration de ladite mutualité et d'avoir droit de vote s'il est élu, sauf si cette candidature est en infraction à des dispositions légales ou réglementaires."

Art. 14. L'article 21, de la même loi, est remplacé par ce qui suit.

"Art. 21. Les membres du conseil d'administration élisent parmi eux un président et un ou plusieurs vice-présidents."

Art. 15. Dans la même loi, il est inséré un article 21bis, rédigé comme suit :

"Art. 21bis. § 1^{er}. Le conseil d'administration d'une mutualité et d'une union nationale représente respectivement la mutualité ou l'union nationale, en ce compris la représentation en justice.

§ 2. Le conseil d'administration d'une mutualité et d'une union nationale peut toutefois et sans préjudice de l'article 23, § 4, décider de confier cette représentation au Président, et/ou à l'administrateur ou aux administrateurs en charge de la responsabilité globale de la gestion journalière, visé(s) à l'article 20, § 3, et/ou à un ou plusieurs autres administrateurs, agissant seuls, conjointement ou collégalement.

Une telle clause de représentation est opposable aux tiers à condition que la décision de confier la représentation de la mutualité ou de l'union nationale à une ou à plusieurs personnes en application du § 2 soit publiée aux annexes du *Moniteur belge*.

Des éventuelles limitations de compétences ne sont toutefois pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.

§ 3. Le conseil d'administration ou la ou les personne(s) qui, en application du § 2, a (ont) un pouvoir général de représentation, peut (peuvent) désigner des mandataires spéciaux pour représenter respectivement la mutualité ou l'union nationale pour un acte juridique spécifique ou une série d'actes juridiques spécifiques.

Ces mandataires spéciaux ne doivent pas nécessairement être des administrateurs. Ils ne peuvent pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêts.

Ces mandataires lient la mutualité ou l'union nationale dans les limites de la procuration qui leur a été donnée et dont les limitations sont opposables aux tiers conformément aux règles applicables en matière de mandat."

Art. 16. L'article 22, de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 22. § 1^{er}. Les personnes qui ont un mandat d'administrateur au sein d'une mutualité ou d'une union nationale de mutualités peuvent, lorsqu'elles assistent aux réunions du conseil d'administration et aux réunions des comités visés à l'article 23, § 2 :

1° percevoir un jeton de présence;

2° obtenir le remboursement de frais qui sont liés à l'assistance à ces réunions.

Par dérogation à l'alinéa précédent, un président ou un vice-président, visé à l'article 21, peut se voir octroyer une indemnité forfaitaire, mensuelle ou annuelle, qui englobe tout ou partie des aspects suivants :

1° la préparation des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'entité concernée;

2° l'assistance à ces réunions;

het geheel der prestaties het voorwerp zijn van een tegemoetkoming van de federale verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen of van een tegemoetkoming van een deelstaat inzake geneeskundige verzorging of hulp aan personen.

De Controledienst omschrijft de in het vorige lid bedoelde begrippen "leidinggevende functie" en "directiefunctie". Deze definities gelden eveneens voor de toepassing van artikel 25.";

3° § 4 wordt vervangen als volgt:

"§ 4. De statuten van een ziekenfonds mogen een personeelslid van de landsbond waarvan dat ziekenfonds deel uitmaakt niet verhinderen om zich kandidaat te stellen om te zetelen in de raad van bestuur van het betrokken ziekenfonds en stemrecht te hebben als hij verkozen wordt, behalve als deze kandidatuur in strijd is met wettelijke of reglementaire bepalingen.

De statuten van een ziekenfonds mogen een personeelslid van een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis of artikel 70, §§ 6 of 7 waarbij het ziekenfonds is aangesloten of waarvan het ziekenfonds een afdeling uitmaakt, niet verhinderen om zich kandidaat te stellen om te zetelen in de raad van bestuur van het ziekenfonds en stemrecht te hebben als hij verkozen wordt, behalve als deze kandidatuur in strijd is met wettelijke of reglementaire bepalingen."

Art. 14. Artikel 21, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt:

"Art. 21. De leden van de raad van bestuur kiezen een voorzitter en een of meerdere ondervoorzitters uit hun midden."

Art. 15. In dezelfde wet wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidende als volgt:

"Art. 21bis. § 1. De raad van bestuur van een ziekenfonds en van een landsbond vertegenwoordigt respectievelijk het ziekenfonds of de landsbond, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte.

§ 2. De raad van bestuur van een ziekenfonds en van een landsbond kan evenwel, onverminderd artikel 23, § 4, beslissen deze vertegenwoordiging toe te vertrouwen aan de voorzitter, en/of aan de bestuurder(s) die in toepassing van artikel 20, § 3, belast zijn met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur en/of aan een of meer andere bestuurders die alleen, gezamenlijk of als college optreden.

Een dergelijke vertegenwoordigingsclausule is tegenstelbaar aan derden op voorwaarde dat de beslissing om de vertegenwoordiging van het ziekenfonds of van de landsbond toe te vertrouwen aan een of meerdere personen in toepassing van § 2, gepubliceerd wordt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Eventuele bevoegdheidsbeperkingen zijn evenwel niet tegenstelbaar aan derden, zelfs niet indien ze gepubliceerd zijn.

§ 3. De raad van bestuur of de persoon of de personen die, in toepassing van § 2, een algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid heeft (hebben), kan (kunnen) bijzondere gevolmachtigden aanduiden om respectievelijk het ziekenfonds of de landsbond voor een specifieke juridische handeling of een serie van specifieke juridische handelingen te vertegenwoordigen.

Deze bijzondere gevolmachtigden moeten niet noodzakelijk bestuurders zijn. Zij mogen zich niet in een toestand van belangenconflict bevinden.

Deze gevolmachtigden verbinden het ziekenfonds of de landsbond binnen de perken van de hun verleende volmacht waarvan de beperkingen tegenstelbaar zijn aan derden overeenkomstig de regels van toepassing inzake lastgeving."

Art. 16. Artikel 22, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt:

"Art. 22. § 1. De personen met een mandaat van bestuurder in de schoot van een ziekenfonds of van een landsbond kunnen, wanneer ze de vergaderingen van de raad van bestuur en de vergaderingen van de comités bedoeld in artikel 23, § 2, bijwonen:

1° een zitpenning ontvangen;

2° de terugbetaling krijgen van kosten verbonden aan het bijwonen van deze vergaderingen;

In afwijking van het vorige lid kan een voorzitter of een ondervoorzitter, bedoeld in artikel 21, een maandelijkse of jaarlijkse forfaitaire vergoeding krijgen die alle of enkele volgende aspecten omvat:

1° de voorbereiding van de vergaderingen van de raad van bestuur en van de algemene vergadering van de betrokken entiteit;

2° het bijwonen van deze vergaderingen;

3° les autres missions exercées dans le cadre de ce mandat;

4° des frais qui sont liés à l'exercice de ce mandat.

§ 2. Le montant des jetons de présence octroyés par réunion, le montant maximal de ces jetons de présence qui peut être octroyé sur une base annuelle et la nature des frais des mandataires concernés qui sont remboursés en application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou qui peuvent, en application du § 1^{er}, alinéa 2, être englobés dans une indemnité forfaitaire pour un président ou un vice-président visé à l'article 21 :

1° doivent être compatibles avec l'objet des missions et l'absence de but lucratif des mutualités et des unions nationales, comme prévu à l'article 2, § 1^{er};

2° sont consignés dans le procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle cette décision a été prise;

3° sont repris dans les annexes des statuts.

Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

1° le montant maximal du jeton de présence qui peut être octroyé par réunion du conseil d'administration ou d'un comité visé à l'article 23, § 2;

2° le nombre maximal de ces réunions par an qui peuvent donner lieu au paiement d'un jeton de présence et au remboursement de frais;

3° le montant maximal de l'indemnité forfaitaire qui peut être octroyée par mois ou par an à un président ou à un vice-président visé à l'article 21 et ce, en fonction des aspects visés au § 1^{er}, alinéa 2, que cette indemnité forfaitaire couvre."

Art. 17. L'article 23, de la même loi, est remplacé par ce qui suit.

"Art. 23. § 1^{er}. Le conseil d'administration d'une mutualité et d'une union nationale est chargé de la gestion respectivement de cette mutualité et de cette union nationale. Il exerce toutes les compétences que la loi ou les statuts n'ont pas explicitement attribuées à l'assemblée générale.

§ 2. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses compétences de gestion au président, et/ou à l'administrateur ou aux administrateurs en charge de la responsabilité globale de la gestion journalière, visé(s) à l'article 20, § 3, et/ou à un ou plusieurs autres administrateurs, et/ou encore à un ou plusieurs comités, dont la majorité des membres, désignés par le conseil d'administration, sont des administrateurs.

Cette délégation ne peut cependant porter sur :

1° la politique générale de la mutualité ou de l'union nationale;

2° l'intégralité des compétences du conseil d'administration;

3° la fixation des cotisations;

4° le reporting visé à l'article 24, § 2;

5° le reporting visé à l'article 43;

6° l'approbation des nouveaux avantages des mutualités, visés à l'article 4bis;

7° la compétence visée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 4;

8° les compétences visées à l'article 7, § 3;

9° l'octroi et le retrait d'un agrément visé à l'article 25.

§ 3. Une fois par an, le président, l'administrateur ou les administrateurs et les comités visés au paragraphe 2 remettent un rapport au conseil d'administration sur l'exécution des compétences déléguées.

§ 4. Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, le conseil d'administration de la mutualité et de l'union nationale peut charger une ou plusieurs personnes de la gestion journalière de la mutualité ou de l'union nationale, ainsi que de la représentation de la mutualité ou de l'union nationale en ce qui concerne cette gestion journalière.

Dans ce cas, la possibilité de déléguer et les compétences et fonctions concernées sont reprises dans les statuts de la mutualité ou de l'union nationale.

Ces personnes ne doivent pas nécessairement être administrateurs de la mutualité ou de l'union nationale.

Ces personnes agissent individuellement, conjointement ou collégalement avec l'administrateur ou les administrateurs en charge de la responsabilité globale de la gestion journalière en application de l'article 20, § 3.

3° de andere opdrachten die in het kader van dit mandaat uitgevoerd worden;

4° kosten die aan de uitoefening van dit mandaat verbonden zijn.

§ 2. Het bedrag van de zitpenningen die per vergadering toegekend worden, het maximumbedrag van die zitpenningen dat op jaarbasis kan worden toegekend en de aard van de kosten van de betrokken mandatarissen die, in toepassing van § 1, eerste lid, worden terugbetaald of die, in toepassing van § 1, tweede lid, in een forfaitaire vergoeding kunnen begrepen worden voor een voorzitter of een ondervoorzitter bedoeld in artikel 21:

1° moeten verenigbaar zijn met het doel van de opdrachten en met het ontbreken van een winsttoegmerk van de ziekenfondsen en de landsbonden, zoals voorzien in artikel 2, § 1;

2° worden opgetekend in de notulen van de algemene vergadering waarin die beslissing werd genomen;

3° worden in de bijlagen van de statuten opgenomen.

De Koning kan het volgende vastleggen bij een in Ministerraad overlegd besluit:

1° het maximumbedrag van de zitpenning dat kan worden toegekend per vergadering van de raad van bestuur of van een comité bedoeld in artikel 23, § 2;

2° het maximumaantal van deze vergaderingen per jaar die aanleiding kunnen geven tot de betaling van een zitpenning en tot de terugbetaling van kosten;

3° het maximumbedrag van de forfaitaire vergoeding die per maand of per jaar aan een voorzitter of aan een ondervoorzitter bedoeld in artikel 21 kan toegekend worden en dit, in functie van de aspecten bedoeld in § 1, tweede lid, die deze forfaitaire vergoeding omvat."

Art. 17. Artikel 23, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt:

"Art. 23. § 1. De raad van bestuur van een ziekenfonds en van een landsbond is belast met het bestuur respectievelijk van dit ziekenfonds en van deze landsbond. Hij oefent alle bevoegdheden uit die de wet of de statuten niet uitdrukkelijk toevertrouwd hebben aan de algemene vergadering.

§ 2. De raad van bestuur kan, onder zijn verantwoordelijkheid, een deel van zijn bestuursbevoegdheden delegeren aan de voorzitter, en/of aan de bestuurder(s) die in toepassing van artikel 20, § 3 belast werd(en) met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur en/of aan een of meerdere andere bestuurders, en/of nog aan een of meerdere comités waarvan de meerderheid van de leden, aangeduid door de raad van bestuur, bestuurders zijn.

Deze delegatie wordt evenwel niet toegestaan voor:

1° het algemeen beleid van het ziekenfonds of van de landsbond;

2° de totaliteit van de bevoegdheden van de raad van bestuur;

3° de vastlegging van de bijdragen;

4° het verslag bedoeld in artikel 24, § 2;

5° het verslag bedoeld in artikel 43;

6° de goedkeuring van de nieuwe voordelen, bedoeld in artikel 4bis;

7° de bevoegdheid bedoeld in artikel 7, § 1, vierde lid;

8° de bevoegdheden bedoeld in artikel 7, § 3;

9° de toekenning en de intrekking van een erkenning bedoeld in artikel 25.

§ 3. De voorzitter, de bestuurder of de bestuurders en de comités bedoeld in de tweede paragraaf leggen jaarlijks een verslag voor aan de raad van bestuur over de uitvoering van de gedelegeerde bevoegdheden.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, kan de raad van bestuur van het ziekenfonds of van de landsbond een of meerdere personen belasten met het dagelijks bestuur van het ziekenfonds of van de landsbond, alsook met de vertegenwoordiging van het ziekenfonds of van de landsbond wat betreft dit dagelijks bestuur.

In dit geval worden de mogelijkheid om te delegeren, alsook de betrokken bevoegdheden en functies opgenomen in de statuten van het ziekenfonds of van de landsbond.

Deze personen moeten niet noodzakelijk bestuurders van het ziekenfonds of van de landsbond zijn.

Deze personen treden alleen, gezamenlijk of als college op met de bestuurder(s) die in toepassing van artikel 20, § 3 werd(en) belast met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur.

Sans préjudice de ce qui est précisé à l'article 25, le conseil d'administration est chargé de la surveillance de ces personnes.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de la mutualité ou de l'union nationale que les actes et les décisions qui, soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention d'un organe investi du pouvoir d'administration.

La disposition selon laquelle la gestion journalière est confiée à une ou plusieurs personnes qui agissent chacune individuellement, conjointement ou collégalement, est opposable aux tiers à condition que leur désignation soit publiée aux annexes du *Moniteur belge*.

Des limitations de compétence ne sont toutefois pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.

§ 5. Le conseil d'administration, le président, les administrateurs, les comités auxquels le conseil d'administration a délégué une partie de ses compétences et les personnes chargées de la gestion journalière de la mutualité ou de l'union nationale peuvent aussi déléguer par mandat spécial l'accomplissement d'un acte de gestion journalière spécifique ou d'une série d'actes de gestion journalière spécifiques à des mandataires spéciaux.

Les mandataires spéciaux visés à l'alinéa précédent ne doivent pas nécessairement être des administrateurs. Ils ne peuvent pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêts.

Ces mandataires lient la mutualité ou l'union nationale dans les limites de la procuration qui leur a été donnée et dont les limitations sont opposables aux tiers conformément aux règles applicables en matière de mandat."

Art. 18. Dans la même loi, il est inséré un article 23bis, rédigé comme suit :

"Art. 23bis. Le conseil d'administration d'une mutualité ou d'une union nationale peut, de même que chaque comité visé à l'article 23, § 2, édicter un règlement d'ordre intérieur si cela est prévu dans les statuts de la mutualité ou de l'union nationale.

Ce règlement d'ordre intérieur ne peut contenir des dispositions :

1° contraires à des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution ou aux statuts;

2° relatives aux matières pour lesquelles la présente loi exige, en son article 9, § 1^{er}, une disposition statutaire qui n'est pas présente en l'occurrence."

Art. 19. Dans la même loi, il est inséré un article 23ter, rédigé comme suit :

"Art. 23ter. § 1^{er}. Les membres du conseil d'administration ou d'un comité visé à l'article 23, § 2, ne peuvent participer aux délibérations portant sur des affaires pour lesquelles eux-mêmes ou les membres de leur famille jusqu'au quatrième degré y compris sont directement concernés. Ils ne peuvent également pas prendre part au vote concernant ces affaires.

§ 2. Lorsque le conseil d'administration ou un comité visé à l'article 23, § 2, est appelé à prendre une décision relevant de sa compétence à propos de laquelle un administrateur a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à l'intérêt de la mutualité ou de l'union nationale, cet administrateur doit en informer les autres administrateurs avant que le conseil d'administration ou le comité ne prenne une décision.

Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration ou du comité qui doit prendre cette décision.

Le conseil d'administration ou le comité décrit dans le procès-verbal la nature de la décision visée à l'alinéa 1^{er} et les conséquences patrimoniales de celle-ci pour la mutualité ou l'union nationale et justifie la décision qui a été prise. Cette partie du procès-verbal est reprise dans son intégralité dans le rapport annuel ou dans un document déposé en même temps que les comptes annuels.

Le procès-verbal de la réunion est communiqué au réviseur.

§ 3. Dans son rapport visé à l'article 57, le réviseur évalue, dans une section séparée, les conséquences patrimoniales, pour la mutualité ou l'union nationale, des décisions du conseil d'administration ou du comité pour lesquelles il existe un intérêt opposé visé au § 2, alinéa 1^{er}.

§ 4. L'administrateur ayant un conflit d'intérêts visé au § 2, alinéa 1^{er}, ne peut prendre part aux délibérations du conseil d'administration ou du comité concernant ces décisions, ni prendre part au vote sur ce

Unverminderd hetgeen bepaald is in artikel 25, is de raad van bestuur belast met het toezicht op deze personen.

Het dagelijks bestuur omvat zowel de handelingen en de beslissingen die niet verder reiken dan de behoeften van het dagelijks leven van het ziekenfonds of van de landsbond, als de handelingen en de beslissingen die, ofwel om reden van het minder belang dat ze vertonen, ofwel omwille van hun spoedeisend karakter, de tussenkomst van een orgaan belast met bestuursbevoegdheid niet rechtvaardigen.

De bepaling dat het dagelijks bestuur wordt opgedragen aan een of meer personen die elk alleen, gezamenlijk of als college optreden, is tegenstelbaar aan derden op voorwaarde dat hun aanduiding in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* is gepubliceerd.

Bevoegdheidsbeperkingen zijn evenwel niet tegenstelbaar aan derden, zelfs indien ze gepubliceerd zijn.

§ 5. De raad van bestuur, de voorzitter, de bestuurders, de comités waaraan de raad van bestuur een deel van zijn bevoegdheden heeft gedelegeerd, en de personen belast met het dagelijks bestuur van het ziekenfonds of van de landsbond kunnen ook via een bijzonder mandaat de uitvoering van een specifieke handeling van dagelijks bestuur of van een serie van specifieke handelingen van dagelijks bestuur aan bijzondere gevolmachtigden delegeren.

De bijzondere gevolmachtigden bedoeld in het vorige lid moeten niet noodzakelijk bestuurders zijn. Ze mogen zich niet in een toestand van belangenconflict bevinden.

Deze gevolmachtigden verbinden het ziekenfonds of de landsbond binnen de perken van de hun verleende volmacht waarvan de beperkingen tegenstelbaar zijn aan derden overeenkomstig de regels van toepassing inzake lastgeving."

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidende:

"Art. 23bis. De raad van bestuur van een ziekenfonds of van een landsbond kan, evenals de comités bedoeld in artikel 23, § 2, een intern reglement uitvaardigen als dat voorzien is in de statuten van het ziekenfonds of van de landsbond.

Dit intern reglement kan geen bepalingen bevatten:

1° die strijdig zijn met bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen of met de statuten;

2° over aangelegenheden waarvoor deze wet in haar artikel 9, § 1, een statutaire bepaling vereist die in dit geval niet aanwezig is."

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 23ter ingevoegd, luidende als volgt:

"Art. 23ter. § 1. De leden van de raad van bestuur of van een comité bedoeld in artikel 23, § 2, kunnen niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden die henzelf of hun familieleden tot en met de vierde graad rechtstreeks aanbelangen. Ze kunnen evenmin deelnemen aan de stemming met betrekking tot deze aangelegenheden.

§ 2. Wanneer de raad van bestuur of een comité bedoeld in artikel 23, § 2, op basis van zijn bevoegdheid een beslissing moet nemen met betrekking tot welke een bestuurder een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met het belang van het ziekenfonds of van de landsbond, moet de betrokken bestuurder dit meedelen aan de andere bestuurders vóór de raad van bestuur of het comité een beslissing neemt.

Zijn verklaring en toelichting over de aard van dit strijdig belang moeten worden opgenomen in de notulen van de vergadering van de raad van bestuur die of van het comité dat deze beslissing moet nemen.

De raad van bestuur of het comité omschrijft in de notulen de aard van de in het eerste lid bedoelde beslissing en de vermogensrechtelijke gevolgen ervan voor het ziekenfonds of de landsbond en verantwoordt de genomen beslissing. Dit deel van de notulen wordt in zijn geheel opgenomen in het jaarverslag of in een document dat samen met de jaarrekeningen wordt neergelegd.

De notulen van de vergadering worden meegedeeld aan de revisor.

§ 3. In zijn in artikel 57 bedoelde verslag beoordeelt de revisor, in een afzonderlijk onderdeel, de vermogensrechtelijke gevolgen voor het ziekenfonds of de landsbond van de beslissingen van de raad van bestuur of van het comité waarvoor er een strijdig belang als bedoeld in § 2, eerste lid, bestaat.

§ 4. De bestuurder met een belangenconflict bedoeld in § 2, eerste lid, mag niet deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur of het comité over deze beslissingen, noch aan de stemming over dit

point. Si la majorité des administrateurs présents ou représentés a un conflit d'intérêts, la décision est soumise à l'assemblée générale. En cas d'approbation de la décision par celle-ci, le conseil d'administration ou le comité peut l'exécuter.

§ 5. La mutualité ou l'union nationale peut demander la nullité des décisions prises en violation des règles prévues au présent article, si l'autre partie à ces décisions avait ou devait avoir connaissance de cette violation."

Art. 20. L'article 24, de la même loi, est remplacé par ce qui suit.

"Art. 24. § 1^{er}. Le conseil d'administration d'une mutualité et d'une union nationale soumet chaque année à l'approbation de l'assemblée générale, les comptes annuels de l'exercice écoulé et le projet de budget de l'exercice suivant.

§ 2. Le conseil d'administration d'une mutualité ou d'une union nationale statue, une fois par an, à propos du rapport d'évaluation du système de gestion des plaintes relatif à l'année précédente et du suivi des recommandations émises précédemment.

Le conseil d'administration d'une union nationale statue, une fois par an, à propos du rapport d'évaluation du système de gestion des plaintes des mutualités affiliées, relatif à l'année précédente et du suivi des recommandations émises précédemment."

Art. 21. À l'article 24*bis*, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 29 janvier 2022, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Il en va de même pour les documents des réunions des comités visés à l'article 23, § 2."

Art. 22. À l'article 25, de la même loi, remplacé par la loi du 18 mai 2022, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "au sens de l'article 23, § 4, alinéa 6," sont insérés entre les mots "la gestion journalière de cette mutualité" et les mots "requiert l'agrément";

2° dans le § 1^{er}, alinéa 3, les mots "en tenant compte des définitions visées à l'alinéa suivant" sont remplacés par les mots "en tenant compte des notions de "fonction dirigeante" et de fonction de direction" définies par l'Office en application de l'article 20, § 3, alinéa 3";

3° dans le § 1^{er}, l'alinéa 4 est abrogé;

4° dans le § 4, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 6, les mots "L'Office de contrôle définit" sont remplacés par les mots "Le Roi détermine, sur la proposition de l'Office de contrôle et après avis du Comité technique visé à l'article 54,";

2° le § 4 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Une liste des mandats en cours d'exercice qui sont visés à l'alinéa 5, 1°, et une liste des mandats en cours d'exercice qui sont visés à l'alinéa 5, 2°, d'une personne qui exerce une fonction pour laquelle elle a dû, en application ou en exécution du présent article, obtenir un agrément du conseil d'administration de l'union nationale, sont établies et tenues à jour, par chaque entité mutualiste qui a conféré ces mandats en tenant compte de la définition visée à l'alinéa précédent et sont tenues à jour par la mutualité. Chacune de ces entités mutualistes transmet lesdites listes et leurs adaptations sans délai à l'union nationale, ainsi qu'à l'Office de contrôle.

Ces listes doivent être établies et tenues à jour pendant toute la durée de l'agrément concerné."

Art. 23. À l'article 27, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2010, les mots "l'article 70, §§ 6, 7 et 8," sont remplacés par les mots "l'article 70, §§ 6 et 7".

Art. 24. L'article 27*bis* de la même loi inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 2007, est abrogé.

Art. 25. Dans le texte français de l'article 31, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 18 mai 2022, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "uninon" est remplacé par le mot "union";

2° les mots ", visées à l'article 43" sont insérés entre les mots "et à ces mutualités" et les mots ", que le Roi détermine".

punt. Wanneer de meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders een belangenconflict hebben, wordt de beslissing aan de algemene vergadering voorgelegd. Ingeval de algemene vergadering de beslissing goedkeurt, kan de raad van bestuur of het comité ze uitvoeren.

§ 5. Het ziekenfonds of de landsbond kan de nietigheid vorderen van beslissingen die in strijd met de regels voorzien in dit artikel genomen zijn, indien de andere partij bij die beslissingen op de hoogte was of had moeten zijn van deze overtreding."

Art. 20. Artikel 24, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt:

"Art. 24. § 1. De raad van bestuur van een ziekenfonds en van een landsbond legt ieder jaar de jaarrekening van het afgelopen dienstjaar en het ontwerp van begroting van het volgende dienstjaar ter goedkeuring voor aan de algemene vergadering.

§ 2. De raad van bestuur van een ziekenfonds of van een landsbond spreekt zich een keer per jaar uit over het evaluatieverslag van het systeem voor het beheer van de klachten met betrekking tot het voorgaande jaar en over de opvolging van de voorafgaande aanbevelingen.

De raad van bestuur van een landsbond spreekt zich een keer per jaar uit over het evaluatieverslag van het systeem voor het beheer van de klachten van de aangesloten ziekenfondsen met betrekking tot het voorgaande jaar en over de opvolging van de voorafgaande aanbevelingen."

Art. 21. In artikel 24*bis*, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 januari 2022, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Hetzelfde geldt voor de documenten van de vergaderingen van de comités bedoeld in artikel 23, § 2."

Art. 22. In artikel 25, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 18 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "in de zin van artikel 23, § 4, zesde lid," ingevoegd tussen de woorden "het dagelijks bestuur van dit ziekenfonds" en de woorden "vereist de erkenning";

2° in § 1, worden in het derde lid, de woorden "rekening houdend met de definities in het volgende lid" vervangen door de woorden "rekening houdend met de begrippen "leidinggevende functie" en "directiefunctie" zoals gedefinieerd door de Controledienst in toepassing van artikel 20, § 3, derde lid";

3° § 1, vierde lid, wordt opgeheven;

4° in § 4, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het zesde lid, worden de woorden "De Controledienst definieert" vervangen door de woorden "De Koning bepaalt, op voorstel van de Controledienst en na advies van het Technisch comité bedoeld in artikel 54,";

2° § 4 wordt aangevuld met twee leden, luidende als volgt:

"Een lijst met lopende mandaten bedoeld in het vijfde lid, 1°, en een lijst met de lopende mandaten bedoeld in het vijfde lid, 2°, worden, per betrokken persoon die een functie uitoefent waarvoor hij in toepassing of in uitvoering van dit artikel een erkenning van de raad van bestuur van de landsbond heeft moeten bekomen, opgesteld en bijgehouden door elke mutualistische entiteit die deze mandaten heeft toevertrouwd, rekening houdend met de definitie in het vorige lid. Elk van deze betrokken mutualistische entiteiten bezorgt die lijsten en hun aanpassingen onverwijld aan de landsbond en aan de Controledienst.

Deze lijsten moeten opgesteld worden en bijgehouden worden gedurende de ganse duur van de betrokken erkenning."

Art. 23. In artikel 27, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2010, worden de woorden "artikel 70, §§ 6, 7 en 8" vervangen door de woorden "artikel 70, §§ 6 en 7".

Art. 24. Artikel 27*bis* van dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 maart 2007, wordt opgeheven.

Art. 25. In de Franse tekst van artikel 31, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 18 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "uninon" wordt vervangen door het woord "union";

2° worden de woorden ", visées à l'article 43" ingevoegd tussen de woorden ""et à ces mutualités" en de woorden ", que le Roi détermine".

Art. 26. À l'article 34 de la même loi, modifié par la loi du 26 avril 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

“Ce contrôle donne lieu à l'établissement d'un rapport qui comprend au moins les éléments repris dans l'article 3:75 du Code des sociétés et des associations, à l'exception de ceux visés au § 1^{er}, 6°, de cet article 3:75.

L'Office de contrôle détermine le délai dans lequel le conseil d'administration de la mutualité ou de l'union nationale transmet aux réviseurs toutes les pièces nécessaires à la rédaction de ce rapport.”;

2° dans le § 2, alinéa 2, les mots “relatives à des personnes juridiques de droit public ou de droit privé avec lesquelles la mutualité ou l'union nationale a conclu un accord de collaboration visé à l'article 43” sont remplacés par les mots “relatives à des tiers et à des entités liées, visés à l'article 43”.

Art. 27. L'article 35 de la même loi, complété par la loi du 2 août 2002, est abrogé.

Art. 28. À l'article 36, alinéa 1^{er}, de la même loi, complété par la loi du 2 août 2002, les mots “visé à l'article 35” sont remplacés par les mots “visé à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2”.

Art. 29. L'article 37 de la même loi, remplacé par la loi du 27 décembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 37. Les dispositions du Code des sociétés et des associations qui concernent les obligations, les honoraires, la durée du mandat, le nombre de mandats successifs, les motifs de révocation et le respect des droits de la défense à ce sujet, la responsabilité et les sanctions pénales dans le chef des commissaires des sociétés qui ne constituent pas des entités d'intérêt public sont applicables, par analogie, aux réviseurs visés à l'article 32.”.

Art. 30. À l'article 43*bis*, § 5, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2010 et complété par la loi du 19 juillet 2021, les mots “la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, ainsi qu'une couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité” sont remplacés par les mots “branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, ainsi qu'une couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée”.

Art. 31. À l'article 43*ter* de la même loi inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par la loi du 13 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots “la loi du 25 juin 1992 relative aux assurances terrestres” sont remplacés par les mots “la partie 4 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances”;

2° dans les alinéas 1^{er} et 2, les mots “loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit” sont chaque fois remplacés par les mots “loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse”;

3° dans l'alinéa 2, les mots “la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances” sont remplacés par les mots “la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances”.

Art. 32. À l'article 44*bis*, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2010 et modifié par les lois des 2 juin 2010 et 18 décembre 2016, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 33. L'article 58 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

“Les mutualités et les unions nationales, ainsi que l'INAMI sont tenus de fournir à l'Office de contrôle tous les renseignements qu'il juge nécessaires à l'exécution des missions dont il est chargé par la présente loi, ses arrêtés d'exécution et par ou en exécution d'autres lois, décrets et ordonnances.

Il en va de même en ce qui concerne les services compétents des régions et communautés visés à l'article 52, alinéa 1^{er}, 7°bis, dans la mesure où un accord de coopération le prévoit.”.

Art. 26. In artikel 34 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 april 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1 wordt aangevuld met twee leden, luidende als volgt:

“Deze controle geeft aanleiding tot de opstelling van een verslag dat minstens de elementen bevat die zijn opgenomen in artikel 3:75 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, met uitzondering van die bedoeld in § 1, 6°, van dit artikel 3:75.

De Controledienst bepaalt de termijn binnen dewelke de raad van bestuur van het ziekenfonds of van de landsbond alle stukken die noodzakelijk zijn voor het opstellen van dit verslag overmaakt aan de revisoren.”;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden “betreffende publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen waarmee het ziekenfonds of de landsbond een in artikel 43 bedoeld samenwerkingsakkoord heeft gesloten” vervangen door de woorden “betreffende derden en verbonden entiteiten, bedoeld in artikel 43”.

Art. 27. Artikel 35 van dezelfde wet, aangevuld bij de wet van 2 augustus 2002, wordt opgeheven.

Art. 28. In artikel 36, eerste lid, van dezelfde wet, aangevuld bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden “bedoeld in artikel 35” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid.”.

Art. 29. Artikel 37 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt:

“Art. 37. De bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen die betrekking hebben op de verplichtingen, de honoraria, de duur van het mandaat, het aantal opeenvolgende mandaten, de ontslagredenen en de naleving ter zake van de rechten van verdediging, de aansprakelijkheid en de strafsancities in hoofde van de commissarissen van vennootschappen die geen entiteiten van openbaar belang zijn, zijn van overeenkomstige toepassing op de revisoren bedoeld in artikel 32.”.

Art. 30. In artikel 43*bis*, § 5, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2010 en aangevuld bij de wet van 19 juli 2021, worden de woorden “tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, alsook, op bijkomende wijze, een dekking van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit” vervangen door de woorden “tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, alsook, op bijkomende wijze, een dekking van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet”.

Art. 31. In artikel 43*ter* van dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 en gewijzigd bij de wet van 13 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst” vervangen door de woorden “deel 4 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen”;

2° in het eerste en in het tweede lid worden de woorden “wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen” telkens vervangen door de woorden “wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen”;

3° in het tweede lid, worden de woorden “wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekeringsbemiddeling en de distributie van verzekeringen” vervangen door de woorden “wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen”.

Art. 32. In artikel 44*bis*, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2010 en gewijzigd bij de wetten van 2 juni 2010 en 18 december 2016, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 33. Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“De ziekenfondsen en de landsbonden, alsmede het RIZIV zijn verplicht de Controledienst alle inlichtingen te verschaffen die hij nodig acht bij het uitoefenen van de opdrachten die hem krachtens deze wet, haar uitvoeringsbesluiten en krachten of in uitvoering van andere wetten, decreten en ordonnances worden toevertrouwd.

Hetzelfde geldt voor de bevoegde diensten van de gewesten en gemeenschappen, bedoeld in artikel 52, eerste lid, 7°bis, voor zover een samenwerkingsakkoord dit voorziet”.

Art. 34. L'article 59, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 mai 2022, est complété par un 10°, rédigé comme suit :

"10° communique des informations confidentielles au Collège de supervision des réviseurs d'entreprises.";

Art. 35. L'article 60, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 12 août 2000 est abrogé.

Art. 36. À l'article 60bis, de la même loi inséré par la loi du 12 août 2000 et modifié en dernier lieu par la loi du 29 janvier 2022, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "35, alinéa 3, 36, alinéa 1^{er}, et 43, §§ 3 et 4, alinéa 3" sont remplacés par les mots "34, alinéa 3, et 36, alinéa 1^{er}";

2° à l'alinéa 5, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

"3° lorsqu'une mutualité ou une union nationale effectue, en méconnaissance de ses statuts, un paiement indûment à un membre en pleine connaissance de cause et sans manœuvres frauduleuses du membre pour obtenir ce paiement;"

2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

"4° pour toute infraction à l'article 14, § 2^{ter} ou à l'article 22;"

3° à l'alinéa 6, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit :

"2° en cas de non-transmission à l'Office de contrôle, par une mutualité ou une union nationale, dans le délai raisonnable imparti, d'informations nécessaires à l'exécution des missions dont l'Office de contrôle est chargé par la présente loi, ses arrêtés d'exécution et par ou en exécution d'autres lois, décrets et ordonnances.";

2° dans le 3°, les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances ou une couverture des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ou une couverture des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée".

Art. 37. À l'article 60quater de la même loi inséré par la loi du 12 août 2000 et modifié en dernier lieu par la loi du 26 avril 2010, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

"L'Office de contrôle perçoit les amendes administratives prévues par la présente section lorsqu'elles acquièrent un caractère définitif. Ces amendes administratives sont versées sans délai à l'INAMI au profit du secteur des soins de santé de l'assurance obligatoire, conformément à l'article 192, alinéa 4, 1°, j), de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, précitée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les amendes administratives perçues en raison d'infractions commises par des caisses d'assurance soins constituées sous la forme d'une société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et par des sociétés mutualistes visées à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 2, sont, lorsqu'elles acquièrent un caractère définitif, versées au service compétent concerné de la région ou de la communauté visé à l'article 52, alinéa 1^{er}, 7°bis, conformément à un accord de coopération à conclure."

Art. 38. À l'article 62bis de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "l'article 70, §§ 6, 7 ou 8" sont remplacés par les mots "l'article 70, §§ 6 ou 7";

2° dans le 4°, les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, ainsi qu'à la couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ainsi qu'à la couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée".

Art. 34. Artikel 59, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 mei 2022, wordt aangevuld met een bepaling onder 10°, luidende als volgt:

"10° vertrouwelijke gegevens meedeelt aan het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren.";

Art. 35. Artikel 60, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000 wordt opgeheven.

Art. 36. In artikel 60bis van dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 12 augustus 2000 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 januari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "35, derde lid, 36, eerste lid, en 43, §§ 3 en 4, derde lid" vervangen door de woorden "34, derde lid, en 36, eerste lid";

2° in het vijfde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt:

"3° wanneer een ziekenfonds of een landsbond, in strijd met zijn statuten, een onverschuldigde betaling verricht aan een lid, met volledige kennis van zaken en zonder bedrieglijke handelingen van het lid om deze betaling te bekomen;"

2° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt:

"4° voor elke inbreuk op artikel 14, § 2^{ter} of op artikel 22;"

3° in het zesde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt:

"2° in geval van het niet overmaken aan de Controledienst, door een ziekenfonds of een landsbond, binnen de redelijke toegekende termijn, van inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het uitoefenen van de opdrachten waarmee de Controledienst belast is krachtens deze wet, haar uitvoeringsbesluiten en krachtens of in uitvoering van andere wetten, decreten en ordonnances.";

2° in de bepaling onder 3° worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen of een dekking van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, of een dekking van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet".

Art. 37. In artikel 60quater van dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 12 augustus 2000 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 april 2010 wordt het zesde lid vervangen als volgt:

"De Controledienst ontvangt de administratieve geldboetes die door deze afdeling voorzien zijn wanneer ze een definitief karakter bekomen. Deze administratieve geldboetes worden onverwijld aan het RIZIV doorgestort ten behoeve van de tak geneeskundige verzorging van de verplichte verzekering, overeenkomstig artikel 192, vierde lid, 1°, j), van de voornoemde gecoördineerde wet van 14 juli 1994.

In afwijking van het vorige lid, worden de ontvangen administratieve geldboetes ingevolge inbreuken gepleegd door zorgkassen opgericht onder de vorm van een maatschappij van onderlinge bijstand zoals bedoeld in artikel 43bis, § 1, eerste lid, of door maatschappijen van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, tweede lid, wanneer ze een definitief karakter vertonen, doorgestort aan de betrokken bevoegde dienst van het gewest of van de gemeenschap, bedoeld in artikel 52, eerste lid, 7°bis, overeenkomstig een af te sluiten samenwerkingsakkoord".

Art. 38. In artikel 62bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "artikel 70, §§ 6, 7 of 8" worden vervangen door de woorden "artikel 70, §§ 6 of 7";

2° in de bepaling onder 4° worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, evenals met betrekking tot de dekking, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, evenals met betrekking tot de dekking, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet".

Art. 39. À l'article 62ter, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 26 avril 2010, les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances ou une couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ou une couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée".

Art. 40. À l'article 70 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 janvier 2022 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 3, les mots "branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, ainsi que pour couvrir, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance et des couvertures, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée";

2° dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots "aux §§ 6, 7 et 8" sont remplacés par les mots "aux §§ 6 et 7";

3° dans le § 6, les mots "aux §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), 3°, et b), et 2, alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), 3°," et les mots "branche 2 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, ainsi qu'une couverture, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal précité" sont remplacés par les mots "branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance et des couvertures, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée";

4° le § 7 est remplacé par ce qui suit :

"§ 7. Les sociétés mutualistes visées au § 2, alinéa 1^{er}, peuvent, tout en maintenant cette qualité, à condition qu'elles obtiennent au préalable l'agrément à cet effet par l'Office de contrôle et qu'elles n'exercent pas d'autres activités, offrir, exclusivement aux personnes auxquelles elles peuvent s'adresser en application des articles 2, § 3, alinéa 2, et 70, § 2, des assurances maladies au sens de la branche 2 de l'annexe 1^{re} de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance et des couvertures, à titre complémentaire, des risques qui appartiennent à l'assistance, telle que visée dans la branche 18 de l'annexe 1^{re} de la loi précitée";

5° le § 8 est abrogé;

6° le § 9 est remplacé par ce qui suit :

"§ 9. Outre les dispositions de la présente loi qui les visent explicitement, sont également applicables :

a) aux sociétés mutualistes visées aux articles 43bis, § 5, et 70, § 7, les dispositions suivantes de la présente loi qui sont applicables aux mutualités et/ou aux unions nationales, le cas échéant moyennant les adaptations visées ci-dessous :

1° l'article 1^{er};

2° l'article 2, §§ 1^{er} et 3;

3° l'article 3bis, étant toutefois entendu en ce qui concerne l'alinéa 3, qu'en cas de décès, les cotisations pour la personne décédée présentent un caractère indu à partir du lendemain du décès;

4° l'article 3ter;

5° l'article 10;

6° l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2;

7° l'article 13, alinéa 1^{er};

8° l'article 14, §§ 2bis, 2ter et 3, alinéas 1^{er}, 3 et 4;

9° l'article 15, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4°, 5°, 6° et 9°, et § 3, alinéas 1^{er} et 2;

10° l'article 16;

11° l'article 17;

12° l'article 17bis, §§ 1^{er}, 1° et 2;

Art. 39. In artikel 62ter, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 april 2010, worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen of een dekking, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen of een dekking, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet".

Art. 40. In artikel 70 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 januari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, derde lid, worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, alsook om, op bijkomende wijze, risico's te dekken die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, en de dekkingen, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet";

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden "in §§ 6, 7 en 8" vervangen door de woorden "in §§ 6 en 7";

3° in § 6, worden de woorden "in §§ 1, eerste lid, a), 3°, en b), en 2, eerste lid," vervangen door de woorden "bedoeld in § 1, eerste lid, a), 3°," en worden de woorden "tak 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, alsook om, op bijkomende wijze, risico's te dekken die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit" vervangen door de woorden "tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, en de dekkingen, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet";

4° § 7 wordt vervangen als volgt:

"§ 7. De maatschappijen van onderlinge bijstand bedoeld in § 2, eerste lid, kunnen, met behoud van deze hoedanigheid, uitsluitend aan de personen tot wie zij zich kunnen richten in toepassing van artikelen 2, § 3, tweede lid, en 70, § 2, ziekteverzekeringen aanbieden in de zin van tak 2 van bijlage 1 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, en de dekkingen, op bijkomende wijze, van de risico's die behoren tot de hulpverlening zoals bedoeld in tak 18 van bijlage 1 van voornoemde wet, op voorwaarde dat zij voorafgaandelijk hiertoe de toelating door de Controledienst bekomen en dat zij geen andere activiteiten uitoefenen.";

5° § 8 wordt opgeheven;

6° § 9 wordt vervangen als volgt:

"§ 9. Behoudens de bepalingen van deze wet die ze uitdrukkelijk bedoelen zijn eveneens van toepassing:

a) op de maatschappijen van onderlinge bijstand bedoeld in de artikelen 43bis, § 5, en 70, § 7, de volgende bepalingen van deze wet die op de ziekenfondsen en/of op de landsbonden van toepassing zijn, desgevallend mits de hieronder bedoelde aanpassingen:

1° artikel 1;

2° artikel 2, §§ 1 en 3;

3° artikel 3bis, met dien verstande dat wat het derde lid betreft, in geval van overlijden, de bijdragen voor de overleden persoon onverschuldigd zijn vanaf de dag volgend op het overlijden;

4° artikel 3ter;

5° artikel 10;

6° artikel 12, § 1, tweede lid;

7° artikel 13, eerste lid;

8° artikel 14, §§ 2bis, 2ter en 3, eerste, derde en vierde lid;

9° artikel 15, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4°, 5°, 6° en 9°, en § 3, eerste en tweede lid;

10° artikel 16;

11° artikel 17;

12° artikel 17bis, §§ 1, 1° en 2;

13° l'article 18, § 1^{er}, sauf si une autre loi d'application aux sociétés mutualistes concernées prévoit une majorité plus stricte ou un quorum plus strict que la présente loi ou les statuts des entités concernées, et § 2;

14° l'article 19;

15° l'article 20, §§ 1^{er} et 2, moyennant le remplacement du mot "tiers" par le mot "quart" et moyennant le remplacement des mots "personnes rémunérées par la mutualité ou par l'union nationale auprès de laquelle la mutualité est affiliée" par les mots "personnes rémunérées par cette société mutualiste";

16° l'article 21;

17° l'article 21bis, § 1^{er};

18° l'article 22, étant entendu que les administrateurs indépendants qui sont élus en exécution de l'article 19, alinéas 3 et 4, de la présente loi, peuvent recevoir une rémunération à la place de jetons de présence;

19° l'article 23, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, moyennant la suppression des mots "à l'administrateur ou aux administrateurs en charge de la responsabilité globale de la gestion journalière, visé(s) à l'article 20, § 3", et § 2, alinéa 2, 1°, 2°, 3° et 5°, et § 5°;

20° l'article 23bis, alinéas 1^{er} et aussi l'alinéa 2, moyennant le remplacement des mots "l'article 9, § 1^{er}," par les mots "article 9, § 1^{er}septies";

21° l'article 24, § 1^{er};

22° l'article 24bis;

23° l'article 25, en remplaçant à chaque fois les mots "à laquelle la mutualité est affiliée" par les mots "à laquelle la société mutualiste est affiliée";

24° l'article 31, alinéas 4 et 5;

25° l'article 38bis;

26° l'article 39, § 1^{er};

27° l'article 43;

28° l'article 45, § 1^{er}, en remplaçant les mots "articles 10, 11 et 12, § 1^{er}, alinéa 3" par les mots "article 10", et § 2°;

29° l'article 46, §§ 2 et 4;

30° l'article 46bis;

31° l'article 49;

32° l'article 50;

33° l'article 51;

34° l'article 52, alinéa 1^{er}, 2°, 4°, 6° et 10°, sans préjudice toutefois des plaintes dont le traitement ressortit à la compétence du Service Ombudsman assurances visé à l'article 322 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances;

35° l'article 59;

36° l'article 76;

37° l'article 77;

b) à la société mutualiste visée à l'article 70, § 6, les dispositions suivantes de la présente loi qui sont applicables aux mutualités, le cas échéant moyennant l'adaptation visée ci-dessous :

1° l'article 1^{er};

2° l'article 2, §§ 1^{er} et 3;

3° l'article 3bis, étant toutefois entendu en ce qui concerne l'alinéa 3, qu'en cas de décès, les cotisations pour la personne décédée présentent un caractère indu à partir du lendemain du décès;

4° l'article 3ter;

5° l'article 10;

6° l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2;

7° l'article 13, alinéa 1^{er};

8° l'article 14, §§ 1^{er}, 2ter et 3, alinéas 1^{er} et 2;

9° l'article 15, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4°, 5°, 6° et 9°, et § 3, alinéas 1^{er} et 2;

10° l'article 16;

11° l'article 17;

13° artikel 18, § 1, behalve indien een andere wet van toepassing op de betreffende maatschappijen van onderlinge bijstand in een strengere meerderheid of in een strengere quorum voorziet dan deze wet of de statuten van de betrokken entiteiten, en § 2;

14° artikel 19;

15° artikel 20, §§ 1 en 2, mits de vervanging van het woord "derde" door het woord "vierde" en mits de vervanging van de woorden "personen die door het ziekenfonds of door de landsbond waarbij het ziekenfonds is aangesloten worden bezoldigd" door de woorden "personen die door deze maatschappij van onderlinge bijstand worden bezoldigd";

16° artikel 21;

17° artikel 21bis, § 1;

18° artikel 22, met dien verstande dat de onafhankelijke bestuurders die verkozen worden in uitvoering van artikel 19, derde en vierde lid, van deze wet, een bezoldiging kunnen krijgen in de plaats van zitpenningen;

19° artikel 23, § 1 en § 2, eerste lid, mits de schrapping van de woorden "aan de bestuurder(s) die in toepassing van artikel 20, § 3 belast werd(en) met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur," en § 2, tweede lid, 1°, 2°, 3° en 5°, en § 5°;

20° artikel 23bis, eerste lid, alsook tweede lid, mits de vervanging van de woorden "artikel 9, § 1," door de woorden "artikel 9, § 1septies,";

21° artikel 24, § 1;

22° artikel 24bis;

23° artikel 25, door telkens de woorden "waarbij het ziekenfonds is aangesloten" te vervangen door de woorden "waarbij de maatschappij van onderlinge bijstand is aangesloten";

24° artikel 31, vierde en vijfde lid;

25° artikel 38bis;

26° artikel 39, § 1;

27° artikel 43;

28° artikel 45, § 1, door de woorden "artikelen 10, 11 en 12, § 1, derde lid" te vervangen door de woorden "artikel 10", en § 2°;

29° artikel 46, §§ 2 en 4;

30° artikel 46bis;

31° artikel 49;

32° artikel 50;

33° artikel 51;

34° artikel 52, eerste lid, 2°, 4°, 6° en 10°, onverminderd evenwel de klachten waarvan de behandeling tot de bevoegdheid behoort van de Ombudsdienst Verzekeringen bedoeld in artikel 322 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen;

35° artikel 59;

36° artikel 76;

37° artikel 77;

b) op de maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 70, § 6, de volgende bepalingen van deze wet die op de ziekenfondsen van toepassing zijn, desgevallend mits de hieronder bedoelde aanpassingen:

1° artikel 1;

2° artikel 2, §§ 1 en 3;

3° artikel 3bis, met dien verstande dat wat het derde lid betreft, in geval van overlijden, de bijdragen voor de overleden persoon onverschuldigd zijn vanaf de dag volgend op het overlijden;

4° artikel 3ter;

5° artikel 10;

6° artikel 12, § 1, tweede lid;

7° artikel 13, eerste lid;

8° artikel 14, §§ 1, 2ter en 3, eerste en tweede lid;

9° artikel 15, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 3°bis, 4°, 5°, 6° en 9°, en § 3, eerste en tweede lid;

10° artikel 16;

11° artikel 17;

12° l'article 18, § 1^{er}, sauf si une autre loi d'application aux sociétés mutualistes concernées prévoit une majorité plus stricte ou un quorum plus strict que la présente loi ou les statuts des entités concernées, et § 2;

13° l'article 19;

14° l'article 20, §§ 1^{er}, et 2, moyennant le remplacement du mot "tiers" par le mot "quart" et moyennant le remplacement des mots "personnes rémunérées par la mutualité ou par l'union nationale auprès de laquelle la mutualité est affiliée" par les mots "personnes rémunérées par cette société mutualiste";

15° l'article 21;

16° l'article 21bis, § 1^{er};

17° l'article 22, étant entendu que les administrateurs indépendants qui sont élus en exécution de l'article 19, alinéas 3 et 4, de la présente loi, peuvent recevoir une rémunération à la place de jetons de présence;

18° l'article 23, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, moyennant la suppression des mots "à l'administrateur ou aux administrateurs en charge de la responsabilité globale de la gestion journalière, visé(s) à l'article 20, § 3", et § 2, alinéa 2, 1°, 2°, 3° et 5°, et § 5";

19° l'article 23bis, alinéas 1^{er} et aussi l'alinéa 2, moyennant le remplacement des mots "l'article 9, § 1^{er}," par les mots "article 9, § 1^{er}septies";

20° l'article 24, § 1^{er};

21° l'article 38bis;

22° l'article 39, § 1^{er};

23° l'article 43;

24° l'article 45, § 1^{er} en remplaçant les mots "articles 10, 11 et 12, § 1^{er}, alinéa 3" par les mots "article 10", et § 2";

25° l'article 46, §§ 2 et 4;

26° l'article 46bis;

27° l'article 49;

28° l'article 50;

29° l'article 51;

30° l'article 52, alinéa 1^{er}, 2°, 4°, 6° et 10°, sans préjudice toutefois des plaintes dont le traitement ressortit à la compétence du Service Ombudsman assurances visé à l'article 322 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances;

31° l'article 59;

32° l'article 76;

33° l'article 77.";

7° le § 10 est complété par 6 alinéas rédigés comme suit :

"Les dispositions de l'article 43bis, §§ 2bis et 3, sont d'application à la transformation visée à l'alinéa 1^{er}."

L'approbation, par l'Office de contrôle, conformément à l'article 11, des statuts de la société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 2, vaut agrément de cette dernière par l'Office de contrôle.

L'approbation de la transformation est publiée, à l'initiative de l'Office de contrôle, par extrait au *Moniteur belge*, dans les trente jours civils de la décision d'approbation.

Par dérogation à l'article 43bis, § 4, la transformation d'une caisse d'assurance soins créée sous la forme d'une société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 2, entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit cette approbation par l'Office de contrôle.

Par dérogation à l'article 14, § 2bis :

1° le renouvellement de la composition de l'assemblée générale d'une caisse d'assurance soins créée sous la forme d'une société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui a décidé de se transformer en société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 2, peut être postposé au 1^{er} semestre qui suit l'année dans laquelle a lieu le renouvellement des instances des mutualités qui y sont affiliées;

2° dans l'hypothèse visée sous 1°, le mandat des personnes qui y siègent jusqu'à ce renouvellement peut avoir une durée supérieure à six ans.

Par dérogation à l'article 19, alinéa 1^{er}, et en conséquence de l'alinéa précédent :

1° le renouvellement de la composition du conseil d'administration d'une caisse d'assurance soins créée sous la forme d'une société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui a décidé de se transformer en société mutualiste visée à l'article 43bis, § 1^{er}, alinéa 2, peut également être postposé au 1^{er} semestre qui suit l'année dans laquelle a lieu le renouvellement des instances des mutualités qui y sont affiliées;

12° artikel 18, § 1, behalve indien een andere wet van toepassing op de betreffende maatschappijen van onderlinge bijstand in een strengere meerderheid of in een strengere quorum voorziet dan deze wet of de statuten van de betrokken entiteiten, en § 2;

13° artikel 19;

14° artikel 20, §§ 1 en 2, mits de vervanging van het woord "derde" door het woord "vierde" en mits de vervanging van de woorden "personen die door het ziekenfonds of door de landsbond waarbij het ziekenfonds is aangesloten worden bezoldigd" door de woorden "personen die door deze maatschappij van onderlinge bijstand worden bezoldigd";

15° artikel 21;

16° artikel 21bis, § 1;

17° artikel 22, met dien verstande dat de onafhankelijke bestuurders die verkozen worden in uitvoering van artikel 19, derde en vierde lid, van deze wet, een bezoldiging kunnen krijgen in de plaats van zitpenningen;

18° artikel 23, § 1 en § 2, eerste lid, mits de schrapping van de woorden "aan de bestuurder(s) die in toepassing van artikel 20, § 3 belast werd(en) met de globale verantwoordelijkheid voor het dagelijks bestuur," en § 2, tweede lid, 1°, 2°, 3° en 5°, en § 5";

19° artikel 23bis, eerste lid, alsook tweede lid, mits de vervanging van de woorden "artikel 9, § 1," door de woorden "artikel 9, § 1septies";

20° artikel 24, § 1;

21° artikel 38bis;

22° artikel 39, § 1;

23° artikel 43;

24° artikel 45, § 1, waarbij de woorden "artikelen 10, 11, en 12, § 1, derde lid" vervangen worden door de woorden "artikel 10", en § 2";

25° artikel 46, §§ 2 en 4;

26° artikel 46bis;

27° artikel 49;

28° artikel 50;

29° artikel 51;

30° artikel 52, eerste lid, 2°, 4°, 6° en 10°, onverminderd evenwel de klachten waarvan de behandeling tot de bevoegdheid behoort van de Ombudsdienst Verzekeringen bedoeld in artikel 322 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen;

31° artikel 59;

32° artikel 76;

33° artikel 77.";

7° § 10 wordt aangevuld met 6 leden, luidende als volgt:

"De bepalingen van artikel 43bis, §§ 2bis en 3, zijn van toepassing op de omvorming bedoeld in het eerste lid.

De goedkeuring door de Controledienst, overeenkomstig artikel 11, van de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, tweede lid, houdt de erkenning in van deze laatste door de Controledienst.

De goedkeuring van de omvorming wordt op initiatief van de Controledienst bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* binnen een termijn van dertig kalenderdagen na de beslissing van goedkeuring.

In afwijking van artikel 43bis, § 4, treedt de omvorming van een zorgkas opgericht onder de vorm van een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, eerste lid, in een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, tweede lid, in werking op 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op deze goedkeuring door de Controledienst.

In afwijking van artikel 14, § 2bis:

1° kan de hernieuwing van de samenstelling van de algemene vergadering van een zorgkas opgericht onder de vorm van een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, eerste lid, die beslist heeft zich om te vormen in een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, tweede lid, uitgesteld worden tot het eerste semester dat het jaar volgt waarin de hernieuwing van de instanties van de erbij aangesloten ziekenfondsen plaatsvindt;

2° kan, in de hypothese bedoeld onder 1°, de duur van het mandaat van de personen die erin zetelen tot deze hernieuwing zes jaar overschrijden.

In afwijking van artikel 19, eerste lid en als gevolg van het vorige lid:

1° kan de hernieuwing van de samenstelling van de raad van bestuur van een zorgkas opgericht onder de vorm van een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, eerste lid, die beslist heeft zich om te vormen in een maatschappij van onderlinge bijstand bedoeld in artikel 43bis, § 1, tweede lid, eveneens uitgesteld worden tot het eerste semester dat het jaar volgt waarin de hernieuwing van de instanties van de erbij aangesloten ziekenfondsen plaatsvindt;

2° dans l'hypothèse visée sous 1°, le mandat de personnes qui y siègent jusqu'à ce renouvellement peut avoir une durée supérieure à six ans."

CHAPITRE 3. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. Les articles 11, 1°, et 26, 2°, de la présente loi entrent en vigueur à partir de l'exercice comptable 2022.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) *Chambre des représentants*

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3001/5

Compte rendu intégral : 16/02/2023

2° kan, in de hypothese bedoeld onder 1°, de duur van het mandaat van de personen die erin zetelen tot deze hernieuwing zes jaar overschrijden."

HOOFDSTUK 3. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. De artikelen 11, 1°, en 26, 2°, van deze wet treden in werking vanaf het boekjaar 2022.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) *Kamer van volksvertegenwoordigers*

(www.dekamer.be)

Stukken: 55- 3001/5

Integraal Verslag: 16/02/2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2022/33901]

7 NOVEMBRE 2022. — Arrêté royal rendant obligatoires :

- a) la convention collective de travail du 25 octobre 2021, conclue au sein de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons, relative aux conditions de travail et de rémunération;
- b) la convention collective de travail du 18 janvier 2022, conclue au sein de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons, modifiant la convention collective de travail du 25 octobre 2021 relative aux conditions de travail et de rémunération (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont rendues obligatoires :

a) la convention collective de travail du 25 octobre 2021, reprise en annexe 1^{re}, conclue au sein de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons, relative aux conditions de travail et de rémunération;

b) la convention collective de travail du 18 janvier 2022, reprise en annexe 2, conclue au sein de la Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons, modifiant la convention collective de travail du 25 octobre 2021 relative aux conditions de travail et de rémunération.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2022/33901]

7 NOVEMBER 2022. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend worden verklaard:

- a) de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton, betreffende de arbeids- en loonvoorwaarden;
- b) de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 januari 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2021 betreffende de arbeids- en loonvoorwaarden (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend worden verklaard :

a) de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton, betreffende de arbeids- en loonvoorwaarden;

b) de als bijlage 2 overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 18 januari 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2021 betreffende de arbeids- en loonvoorwaarden.